



Conseil économique et social

Distr. générale
9 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration de Humanitarian Foundation of Canada, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2011/100.



Déclaration*

Humanitarian Foundation of Canada (HFC) apprend avec plaisir que l'examen ministériel annuel de 2011, qui aura lieu pendant le débat de haut niveau de la session de fond de juillet du Conseil économique et social, sera centré sur l'éducation. L'éducation constitue le moyen le plus puissant pour créer des communautés viables en développant les capacités des personnes par l'apprentissage et la création de compétences. Depuis plusieurs années, HFC coopère avec des partenaires dans un certain nombre de pays en développement de la région Asie Pacifique en vue d'améliorer l'accès à l'enseignement primaire, l'accent étant mis en particulier sur l'éducation des filles, qui ont été de tous temps marginalisées dans beaucoup de ces régions.

Nos projets dans le domaine de l'éducation comportent quatre priorités essentielles : a) améliorer l'accès à l'enseignement primaire dans les communautés rurales où les conditions actuelles sont très mauvaises et où les possibilités d'éducation sont limitées par la construction de nouvelles écoles; b) améliorer l'expérience et les qualifications des enseignants des écoles primaires en prévoyant une formation et un programme de cours moderne; c) doter les locaux de cours de technologies telles que des ordinateurs et des logiciels pédagogiques, afin d'enrichir le processus d'apprentissage; d) utiliser de nouvelles infrastructures éducatives pour la formation des adultes et des membres de la communauté le soir et les week ends, en alignant la formation aux compétences sur les besoins spécifiques de la région et en organisant des sessions spéciales pour les femmes, centrées sur leur santé et leur éducation.

HFC effectue ce travail parce qu'il estime que l'éducation primaire est essentielle pour doter les enfants des connaissances et des compétences essentielles qui sont nécessaires pour une vie d'autonomie économique et une bonne citoyenneté. L'enseignement primaire peut aussi favoriser un sentiment de sa propre valeur et encourager la compréhension et le respect des autres. En nouant des partenariats entre les représentants locaux et les coordonnateurs de projets, ces projets éducatifs offrent aussi une occasion d'échanges transculturels et de transfert de technologie qui comblent le fossé entre les mondes développé et en développement.

Même si nous pensons que notre travail a des effets importants, il reste beaucoup à faire. HFC note le rapport du 24 mars 2011 de l'UNESCO, qui indique que des progrès importants ont été accomplis dans la région Asie Pacifique par rapport à l'objectif de l'égalité des sexes au niveau de l'éducation primaire. Ce qui nous inquiète, toutefois, c'est qu'il révèle aussi l'absence de progrès, voir un recul, dans beaucoup de pays de cette région en ce qui concerne le taux de fréquentation de l'enseignement primaire, le nombre d'élèves qui atteignent la dernière année et la proportion de ceux qui terminent l'école primaire.

HFC note que les 192 États membres sans exception se sont engagés à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et notamment a) l'OMD 2 : assurer l'éducation primaire pour tous à l'horizon 2015; b) l'OMD 3 :

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

supprimer la disparité entre les sexes à tous les niveaux sur le plan de l'éducation primaire et secondaire d'ici à 2015.

Le Conseil économique et sociale doit continuer à exercer son rôle de chef de file pour veiller à ce que les OMD soient atteints à la date visée. HFC répète que la réussite dans ce domaine dépendra de la poursuite de la collaboration entre les ONG et les organisations de la société civile, d'une part, et les pouvoirs publics au plan national, d'autre part, pour lancer et mettre en œuvre de nouveaux projets éducatifs.
